



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE – vendredi, 21 juin 2013

Journée mondiale des services publics du 23 juin 2013 **Apparition d'un mouvement mondial pour la justice fiscale : le nouveau combat contre l'inégalité**

Le 23 juin, à l'occasion de la Journée mondiale des services publics, la PSI s'associe aux plus grandes organisations syndicales et non gouvernementales de la planète pour « avertir les dirigeants mondiaux que les membres de la société civile s'unissent en faveur de la justice fiscale partout dans le monde ».

Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'Internationale des services publics, précise : « Nous sommes fiers de travailler au premier plan de ce mouvement mondial en pleine expansion, qui demande la justice fiscale et l'obligation de rendre des comptes en ce qui concerne les dépenses publiques pour le bien commun. Redistribuer la richesse que les travailleurs contribuent à créer n'est pas une option, mais un impératif ».

Les chiffres de l'OCDE révèlent que la valeur des services publics est égale à 75% des revenus disponibles pour le cinquième des personnes les plus pauvres. Assurer la fourniture de services publics de qualité permet non seulement de redistribuer les revenus mais aussi d'offrir de meilleures chances aux plus démunis en améliorant la santé et l'éducation. Lorsque 1% de la population mondiale contrôle 39% de la richesse mondiale (un pourcentage en hausse), les impôts ont aussi leur importance. D'après les chiffres de l'OCDE, les pays en développement perdent trois fois plus d'argent en raison des fuites de capitaux vers les paradis fiscaux qu'ils n'en reçoivent chaque année au titre des aides.

« S'il faut donner d'autres arguments, en plus des besoins évidents de nos communautés, ajoute Rosa Pavanelli, citons le cas du Brésil, où ce sont les investissements publics qui ont soutenu la politique de croissance économique et où la mise en place de systèmes de protection sociale pour des millions de personnes a permis de réduire considérablement la pauvreté et les inégalités, tout en améliorant les conditions de vie. Mais ce n'est qu'un début et les Brésiliens ont raison d'exiger leur juste part de services publics financés par un système fiscal équitable. C'est pourquoi la PSI s'implique fortement dans la campagne pour l'adoption de la taxe sur les transactions financières et qu'elle participe activement, de manière plus générale, à l'alliance pour la justice fiscale ».

Un engagement en faveur de la mobilisation commune autour de la campagne pour la justice fiscale, dénommé [The Fair Share Commitment](#), a été signé par plus de 230 organisations jusqu'à présent, dont un nombre impressionnant d'affiliés de la PSI. La déclaration met en évidence le caractère urgent de la justice fiscale et la colère que ressent la société civile en constatant que des entreprises et des personnes parmi les plus riches du monde ne paient pas leur juste part d'impôts.

Dans le cadre de la Journée mondiale des services publics, diverses activités de campagne pour la justice fiscale sont organisées en juin par les affiliés de la PSI et les organisations partenaires de la société civile de plusieurs pays, notamment l'Égypte, l'Inde, le Ghana, l'Ouganda et le Japon. La Semaine d'action européenne de la FSESP, [Non à l'austérité, oui à la justice fiscale](#), proteste contre les considérables réductions de personnel dans les administrations fiscales dans les 27 pays de l'UE.

media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...

Le Conseil des Syndicats mondiaux a décidé à l'unanimité de considérer la justice fiscale comme une des priorités fondamentales de la campagne *Services publics de qualité : passons à l'action !*

Rosa Pavanelli ajoute : « Certes, il est utile que les pays du G8 s'engagent cette semaine à lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, mais nous attendons qu'ils rendent des comptes car ils ont la responsabilité d'agir rapidement et efficacement. Avec les mesures d'austérité peu judicieuses qui ont été prises et qui imposent des privatisations et des réductions de personnel dans les administrations fiscales, la hausse de la corruption paraît doublement scandaleuse. Nous appelons le gouvernement grec à stopper, dans l'ensemble du pays, la fermeture des centres de perception des impôts, qui a commencé cette semaine ».

Suite aux récentes dénonciations du réseau *International Consortium of Investigative Journalists* sur les paradis fiscaux, aux discussions du G8 sur l'instauration de systèmes fiscaux défaillants, et face à l'agitation civile qui prend de l'ampleur dans des pays comme le Brésil, au sujet de la mauvaise utilisation des recettes fiscales, les impôts n'apparaissent plus comme une question technique mais comme une préoccupation politique mondiale que les dirigeants élus ont tort de ne pas prendre en compte.

Tous les pays ont besoin de recettes fiscales pour réduire la pauvreté et l'inégalité, en finançant des services publics essentiels tels que la santé et l'éducation. Il est de mieux en mieux compris que les tactiques des grandes entreprises pour échapper à l'impôt fragilisent les dépenses publiques, et que ce sont les mêmes acteurs et les mêmes idéologies non durables qui opèrent dans les pays développés et en développement.

L'appel à la mobilisation pour la campagne *Fair Share* insiste sur les points suivants :

- À travers le monde, du nord au sud, les citoyens expriment une volonté commune : faire appliquer la justice fiscale.
- La justice fiscale doit être appliquée pour mettre fin à la pauvreté, à l'inégalité et au changement climatique.
- Les sociétés multinationales, les financiers et les très riches doivent payer leur juste part d'impôts.
- Il faut faire cesser les systèmes nationaux et internationaux qui soutiennent l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.
- Les gouvernements doivent faire appliquer un système fiscal juste, progressif et transparent.
- Il est temps que les citoyens de chaque pays bénéficient de leur juste part de services publics et de protection sociale.

En œuvrant ensemble au-delà des frontières, les partenaires du nouveau mouvement mondial pour la justice fiscale luttent dans le but de mettre un terme aux paradis fiscaux, à l'évasion fiscale et à la corruption, et d'établir des systèmes fiscaux progressifs, comprenant notamment des taxes sur les transactions financières destinées à freiner la spéculation.

Parmi les groupes qui, comme la PSI et ses affiliés, se sont engagés à promouvoir les initiatives de campagnes en commun, figurent l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, le Conseil des Syndicats mondiaux, ActionAid, Oxfam, Jubilee South, Latindadd, Global Witness, le Réseau pour la justice fiscale en Afrique, Attac, War on Want, et bien d'autres encore (voir www.gatj.org).